

Le 29 février, manifestons partout en France, et en Europe !

La Confédération Européenne des Syndicats organise une journée d'action européenne le 29 février, qui se traduit par des initiatives diverses selon les pays : débrayages, manifestations, rassemblements, diffusions de tracts, etc. En France, dans de nombreux départements, des manifestations sont organisées par la CGT, l'UNSA, la FSU et Solidaires, parfois aussi la CFDT. Des appels à la grève sont lancés dans quelques secteurs professionnels par des syndicats CGT et Solidaires.

Ensemble dans toute l'Europe !

Le peuple grec est le plus durement attaqué par les institutions européennes. Mais des attaques de même nature sont déjà lancées dans de nombreux pays. En Grèce, au Portugal, en Belgique, Italie, Espagne, Grande-Bretagne... grèves nationales et manifestations d'ampleur se sont succédées ces derniers mois. Avec nos partenaires européens, nous dénonçons les accords signés récemment par le patronat et certains syndicats, en Italie, Espagne ou Portugal, car ils organisent la régression sociale, la casse des acquis collectifs des générations précédentes. Coordonnons-nous au plan européen, renforçons les syndicats qui refusent la résignation et organisent la résistance pour gagner !

Proclamer notre solidarité est nécessaire, mais c'est insuffisant : nous devons lutter ensemble ! Agir ensemble en Europe, le même jour, est un premier pas dans ce sens.

Nous refusons ces traités européens dirigés contre nous !

Nous participerons aux manifestations du 29 février, parce que nous sommes avec celles et ceux qui refusent les traités européens antidémocratiques que veulent imposer gouvernants, financiers et patrons. Ces textes ont un dénominateur commun : faire payer toujours plus les salarié-es, les chômeurs/ses, les jeunes, les retraité-es, à coup de salaires bloqués, d'allocations de misère, de conditions de travail détériorées, de précarité généralisée...

Les dernières mesures de Sarkozy renforcent les inégalités, accentuent la pauvreté

- **La TVA est l'impôt le plus inégalitaire.** Sa hausse à travers la TVA *antisociale*, provoquera une hausse des prix et donc une baisse du pouvoir d'achat, dont les conséquences les plus graves affectent celles et ceux qui ont les revenus les plus faibles.
- **Les accords dits de « compétitivité »**, vantés par le gouvernement, exaucent un vœu patronal : piétinant Code du travail et conventions collectives, il s'agit d'imposer aux travailleurs/ses soit une baisse des salaires, soit une augmentation du temps de travail sans rémunération supplémentaire.
- **Dans cette période de « fin de règne »**, la majorité de l'Assemblée nationale vote une succession de lois directement dirigées contre nous : loi Warsmann qui permet à l'employeur de modifier à sa guise et sans limite les horaires et l'aménagement annuel du temps de travail en privant les salarié-es de la protection de leur contrat de travail, loi antigrève dans les transports aériens, terrestres et les aéroports, journée d'arrêt-maladie non payée dans la Fonction publique et d'autres entreprises, baisse de l'indemnité journalière des salarié-es malades, création d'un impôt sur les complémentaires santé...

Les négociations annuelles obligatoires qui ont lieu dans les entreprises se traduisent dans la quasi-totalité des cas par des propositions patronales aussi lamentables que non discutables ... Jusqu'au moment où le rapport de forces change, par l'action collective des salarié-es ; c'est ce que montre de nombreuses grèves locales.

Cette résistance sociale se retrouve aussi à travers plusieurs luttes pour l'emploi. Ces deux aspects – emplois et salaires – ne s'opposent pas, au contraire ils sont liés ; tout comme la protection sociale, les conditions de travail, le refus de la précarité, ... C'est l'avenir de toute la population locale que défendent les travailleurs et travailleuses qui refusent les fermetures d'entreprises, les suppressions d'emplois publics.

Il faut un débouché national à toutes ces luttes locales. L'Union syndicale Solidaires propose une manifestation nationale pour l'emploi, le samedi 24 mars à Paris.

Cette initiative, nous n'en sommes pas propriétaires ; nous la construisons avec des équipes militantes d'autres syndicats, avec les associations de chômeurs/ses, avec les salarié-es en lutte dans diverses entreprises, etc. Élections présidentielles ou pas, ... pour l'emploi et contre les licenciements et suppressions de postes, il y a urgence !

Ne payons pas leur crise ! Luttons !

Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en œuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions capitalistes mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité (capitalistes, banquiers, industriels, ...)



Détruire les services publics et la protection sociale, bloquer les salaires et les pensions, augmenter la productivité des salariés, taxer la population laborieuse, installer la précarité dans tous les secteurs, attaquer les qualifications et les savoirs des travailleurs-euses... c'est une guerre sociale qui est menée contre les salarié-e-s, les chômeurs/ses, les retraité-e-s. Pour arriver à leurs fins, patronat et gouvernements s'attaquent à toutes les conquêtes démocratiques, aux libertés et droits syndicaux, conquis par les précédentes générations, anéantissent les législations sociales dans chaque pays, répriment celles et ceux qui résistent, stigmatisent les populations pauvres et immigrées. Dans une telle situation, il faut jeter toutes nos forces dans la lutte !

La dette contractée par nos gouvernements successifs et l'endettement privé ont servi à faire tourner le système, à dissimuler un partage de plus en plus inégalitaire des richesses au profit des capitalistes, banquiers ou industriels, à accroître les bénéfices des actionnaires. Il faut annuler les dettes publiques dont nous ne sommes pas responsables. **La crise marque l'échec des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité.** C'est le système lui-même qui est en crise, qu'il faut mettre en cause, auquel il faut opposer une alternative.

Il faut répartir autrement les richesses que nous produisons ; des mesures immédiates peuvent être prises ; nos mobilisations peuvent les imposer : modifier totalement les systèmes fiscaux, augmenter les salaires, pensions et indemnités, créer des emplois socialement utiles et stables, etc. Mais cela doit s'appuyer de mesures structurelles fortes : développer des services publics pour tous les secteurs qui sont un bien commun utile à la société, assurer la protection sociale de tous, promouvoir la formation et la culture, rendre effective l'égalité entre hommes et femmes, etc.

Le système capitaliste connaît une crise structurelle, profonde. Une partie du mouvement syndical a accepté l'essentiel de son fonctionnement et de ses objectifs. Ce syndicalisme-là est devenu un rouage du système. Au contraire, beaucoup de collectifs syndicaux poursuivent l'action émancipatrice du syndicalisme : défendre les intérêts immédiats des travailleurs et des travailleuses, et construire une société qui ne repose plus sur la domination et l'exploitation de la majorité de la population. Ce syndicalisme, le nôtre, est internationaliste.

La crise fait monter la xénophobie, le racisme. Nous combattons ces deux fléaux par la construction de la solidarité internationale des travailleurs/ses !

Le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la faim, la misère et la précarité, attaque partout les libertés démocratiques et les droits fondamentaux ... Nous construisons un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme et le libéralisme, pour les intérêts et les aspirations des salariés-es, pour l'émancipation de toutes et tous, pour le bien commun, pour la transformation de la société.

C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer par la lutte nos exigences sociales.